Prévenchères : finances de la commune

Commune · Lozère (48) · 276 habitants · tranche 200 à 499 habitants · comptes 2025

Pour l’exercice 2025, Prévenchères affichait un encours de dette de 2,1 M€, soit 7 716 € par habitant, une épargne brute égale à 39,2 % de ses recettes de fonctionnement et une capacité de désendettement de 4,6 ans.

Dette par habitant
7 716 €
2,1 M€ au total

Capacité de désendettement
4,6 ans
dette ÷ épargne brute

Taux d’épargne brute
39,2 %
épargne brute ÷ recettes de fonctionnement

Dépenses de fonctionnement
2 623 € / hab.
724 k€ au total

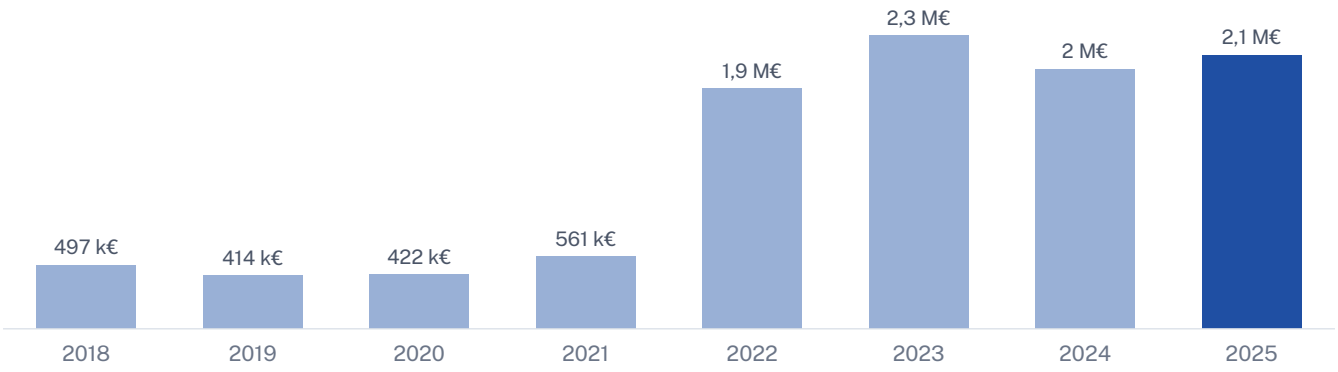
Les comptes de la commune en clair

Comptes consolidés de l’exercice 2025 publiés par l’OFGL. Chaque montant par habitant est comparé aux 9 427 communes de 200 à 499 habitants (dernier exercice publié de chacune). Une position haute ou basse n’est ni une bonne ni une mauvaise note : elle indique ce qui mérite d’être compris ou vérifié.

Question	Valeur	Comparaison
Combien la collectivité dépense-t-elle pour fonctionner ?	2 623 €	parmi le quart des communes de même taille où ce chiffre est le plus haut.
Quelle part de ces dépenses va au personnel ?	33,5 %	878 € par habitant : parmi le quart des communes de même taille où ce chiffre est le plus haut.
Lui reste-t-il de l’argent en fin d’année ?	39,2 %	1 690 € par habitant : parmi le quart des communes de même taille où ce chiffre est le plus haut. Repère : vigilance sous 10 %, alerte sous 7 % (usage d’analyse financière, non réglementaire) (Au-dessus des repères).
Est-elle endettée ?	7 716 €	parmi le quart des communes de même taille où ce chiffre est le plus haut. Repère : plafond national de référence de 12 ans de capacité de désendettement pour les communes (Sous le plafond).
Investit-elle ?	2 807 €	parmi le quart des communes de même taille où ce chiffre est le plus haut.
Combien rapportent les impôts locaux ?	1 242 €	parmi le quart des communes de même taille où ce chiffre est le plus haut.

Évolution depuis 2018

Encours de dette au 31 décembre



L'encours de dette est passé de 497 k€ en 2018 à 2,1 M€ en 2025 (+328,7 %). Valeur la plus haute : 2,3 M€ en 2023 ; la plus basse : 414 k€ en 2019.

Exercice	Encours de dette	Taux d'épargne brute	Capacité de désendettement	Dépenses d'équipement
2018	497 k€	27,5 %	2,6 ans	151 k€
2019	414 k€	25,3 %	2,4 ans	189 k€
2020	422 k€	12,2 %	5,8 ans	389 k€
2021	561 k€	36 %	2 ans	391 k€
2022	1,9 M€	35 %	7,2 ans	1,2 M€
2023	2,3 M€	39,2 %	7,1 ans	1,8 M€
2024	2 M€	-0,5 %	—	1,3 M€
2025	2,1 M€	39,2 %	4,6 ans	775 k€

Comparée à ses communes jumelles

Indicateur	Prévenchères	Médiane des jumelles	Écart
Dette par habitant	7 716 €	335 €	+2 205,5 %
Impôts locaux par habitant	1 242 €	386 €	+221,7 %
Frais de personnel par habitant	878 €	301 €	+191,5 %
Investissement par habitant	2 807 €	269 €	+944,2 %
Taux d'épargne brute	39,2 %	16,5 %	
Capacité de désendettement	4,6 ans	3,1 ans	

Jumelles : Prondines (63), Laprade (16), La Chapelle-aux-Saints (19), Durfort (81), Saint-Sulpice-de-Guilleragues (33), Le Vilhain (03), Leucamp (15), Montrol-Sénard (87), Valeilles (82), Le Retail (79). Insee (taille, évolution, âges, revenu) ; comptes OFGL.

Le mandat 2020-2026 en chiffres

Indicateur	2019	2025	Évolution	Médiane dép.
Habitants	268	276	+3 %	−0 %
Dette par habitant	1 545 €	7 716 €	+399,4 %	−20,1 %
Impôts locaux par habitant	1 366 €	1 242 €	−9,1 %	+26,2 %
Frais de personnel par habitant	746 €	878 €	+17,7 %	+30,1 %
Taux d'épargne brute	25,3 %	39,2 %	+13,9 points	+1,6 point
Capacité de désendettement	2,4 ans	4,6 ans	+2,2 ans	−0,9 an
Investissement cumulé 2020-2025, par habitant		21 924 €		5 305 €

Comptes consolidés OFGL 2019 et 2025 ; médiane : évolution médiane des communes du département. Une évolution ne juge pas la gestion.

Qui vit ici

Indicateur	Prévenchères	Comparaison
Habitants (2023)	267	+3,9 % depuis 2012 (département : −0,5 %)
65 ans ou plus (2023)	29,6 %	département : 27,3 % · France : 21,3 %
Personnes couvertes par le RSA (2024)	1,9 pour 100 habitants	département : 2,4
Salariés du secteur privé (2025)	3	
Élèves des écoles (rentrée 2025)	14	

Sources : Insee, populations municipales 1968-2023, recensement 2012-2017-2023, naissances et décès 2008-2025 (API Melodi, Licence Ouverte) ; Cnaf, allocataires par commune au 31 décembre 2020-2024 (data.caf.fr, Licence Ouverte), valeurs arrondies par la Cnaf ; Urssaf, établissements employeurs et effectifs salariés du secteur privé au 31 décembre (open.urssaf.fr, ODbL) ; Éducation nationale, effectifs d'élèves par école et indices de position sociale (data.education.gouv.fr, Licence Ouverte).

Les métiers des habitants

50 habitants de 15 à 64 ans ont un emploi ; la commune compte 70 emplois, soit 124 emplois pour 100 habitants qui travaillent (indicateur de concentration d'emploi de l'Insee).

Groupe	Habitants	Département	France	Emplois sur place
Agriculteurs exploitants	10,9 %	8,4 %	1,3 %	7,4 %
Artisans, commerçants et chefs d'entreprise	19,6 %	8 %	6,6 %	13,2 %
Cadres et professions intellectuelles supérieures	0 %	9,6 %	20,1 %	7,4 %
Professions intermédiaires	30,4 %	26,5 %	26,4 %	36,8 %
Employés	19,6 %	27,8 %	26,1 %	20,6 %
Ouvriers	19,6 %	19,7 %	19,5 %	14,7 %

Professions les plus exercées par les habitants : Occitanie

Profession	Habitants (environ)	Part
Aides-soignants	44 780	1,8 %
Secrétaires, employés de la bureautique	40 940	1,7 %
Infirmiers en soins généraux salariés	37 710	1,6 %
Enseignants titulaires du secondaire général et technologique	36 320	1,5 %
Autres employés d'aide à domicile et accueillants familiaux	35 410	1,5 %
Enseignants titulaires du primaire	34 600	1,4 %
Agents de service des établissements de santé	33 510	1,4 %
Employés de la fonction publique (secrétariat, gestion, comptabilité)	31 670	1,3 %
Ingénieurs et cadres d'études, recherche et développement de l'industrie	28 760	1,2 %
Ouvriers du nettoyage	28 260	1,2 %
Conducteurs de poids lourds	26 690	1,1 %
Personnels intermédiaires administratifs des collectivités territoriales et des hôpitaux publics	24 170	1 %

Employeurs, projets de recrutement 2026 (Lozère (48)) : 3 136 au moins, dont 43,8 % jugés difficiles.

Métier	Projets	Difficiles
Serveurs de cafés restaurants	408	19,1 %
Aides de cuisine et employés polyvalents de la restauration	168	53 %
Employés de l'hôtellerie	153	39,2 %
Aides-soignants	141	80,1 %
Cuisiniers	140	29,3 %
Agents d'entretien de locaux	132	29,5 %

Métier	Projets	Difficiles
Agriculteurs	118	28 %
Professionnels de l'animation socioculturelle	101	13,9 %
Educateurs spécialisés et autres intervenants socio-éducatifs	91	58,2 %
Bûcherons, sylviculteurs et agents forestiers	88	0 %

Sources : Insee, recensement de la population 2022, emploi et population active (Licence Ouverte 2.0) ; Insee, recensement de la population 2022, fichier détail des individus par région (Licence Ouverte 2.0) ; France Travail, enquête Besoins en main-d'œuvre 2026 (data.gouv.fr, Licence Ouverte 2.0).

Ce que l'État verse pour les investissements

Indicateur	Prévenchères
Subventions d'investissement de l'État accordées (2018-2025)	1,6 M€ pour 21 projets
Par habitant	5 797 € (communes de même taille : 215 € ; département : 1 456 €, médianes)
Part du coût des projets payée par l'État	34 %
Aides de l'ADEME (conventions depuis 2021)	aucune aide publiée

Année	Dotation	Projet	Subvention
2023	DSIL	Construction d'une épicerie	179 606 €
2024	DETR	Construction d'une epicerie	171 399 €
2024	DETR	Refection des reseaux du crouzet - rehabilitation de la station de traitement des eaux usees de la garde guerin	165 018 €
2025	DETR	Complement DSEC intemperies du 16 octobre 2025	107 736 €
2025	DSIL	Renovation energetique de batiments communaux	48 175 €

Sources : DGCL, projets financés par la DETR, la DSIL, la DPV et la DSID (data.gouv.fr, Licence Ouverte 2.0) ; ADEME, aides financières attribuées (data.ademe.fr, Licence Ouverte 2.0).

Sources

Comptes consolidés (budget principal et budgets annexes) publiés par l'Observatoire des finances et de la gestion publique locales (OFGL), exercice 2025 et exercices précédents depuis 2018, sous Licence Ouverte 2.0. Quartiles et médianes calculés par l'Observatoire de ma commune sur les mêmes comptes. Formules et limites : https://observatoire.proofset.io/methode.html. Analyse automatisée de données publiques, sans valeur juridictionnelle ; aucune donnée nominative.